

Des milliers de manifestants contre les gaz de schiste

dépêche AFP 19 octobre 2013 à 17:48

A Montélimar, Toulouse, ou Lille, ils marquaient leur opposition à la fracturation hydraulique et à toute expérimentation.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi dans la Drôme et le Jura contre l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste, à l'occasion de la journée internationale contre le «*fracking*». Cette mobilisation a également rassemblé quelques centaines d'opposants à Lille et Toulouse.

«*Le gaz de schiste, on n'en veut pas, ni ici, ni ailleurs, ni aujourd'hui, ni demain*» ou encore «*Nos pâturages valent mieux que vos forages*», scandaient à **Montélimar** les manifestants – 1.800 selon la police et 3.500 selon les organisateurs. De tous âges, originaires du sud de la France (Var, Hérault, Drôme et Ardèche), ils répondaient à l'appel de plusieurs collectifs «Stop aux gaz et huile de schiste». Quelques-uns étaient venus du village de Zurawlow (sud-est de la Pologne) et de Balcombe (sud de l'Angleterre), deux sites concernés par l'exploitation controversée du gaz de schiste.

Certains étaient vêtus de combinaisons blanches ou portaient des masques à gaz, d'autres tendaient de grands draps noirs, simulant une marée noire. Parvenus devant le théâtre de Montélimar, ils se sont allongés à terre pendant deux minutes, tandis qu'une sirène retentissait pour symboliser les dangers du gaz de schiste pour les populations.

Ces manifestations surviennent alors que le Conseil constitutionnel a validé le 11 octobre une loi de 2011 interdisant en France la fracturation hydraulique, technique utilisée pour exploiter les gaz et pétrole de schiste, adressant une fin de non-recevoir aux industriels.

«*L'avis du Conseil constitutionnel nous soulage mais nous restons opposés à l'article 2 de la loi Jacob (de juillet 2011, nldr) qui permet l'expérimentation. La vraie question, ce n'est pas seulement le gaz de schiste, c'est l'énergie carbonée responsable du réchauffement climatique*», a déclaré à l'AFP Alain Volle, porte-parole des collectifs.

Dans le cortège de la Drôme, figuraient plusieurs élus, ceints de l'écharpe tricolore, dont la députée européenne d'Europe Ecologie Les Verts, Michèle Rivasi, et le maire de Villeneuve-de-Berg (Ardèche), Claude Pradal. Le 26 février 2011, une manifestation contre le gaz de schiste avait rassemblé sur cette commune plus de 10.000 personnes autour de José Bové.

A **Saint-Claude**, la manifestation à l'appel de collectifs franc-comtois et rhône-alpins a rassemblé de 2.000 à 2.500 personnes, selon les organisateurs, 1.500 selon les gendarmes.

A **Toulouse**, 200 opposants venus du Sud-Ouest se sont rassemblés sur la place Arnaud-Bernard: «*Nous ne sommes pas maso-schistes*», clamait une pancarte. «*Nous estimons que nous ne sommes à l'abri de rien, car si nous ne nous décourageons pas, les industriels ne se découragent pas non plus et ne désespèrent pas de faire modifier la loi, peut-être au prochain changement de majorité*», a déclaré à l'AFP Sylviane Baudois, 65 ans, enseignante à l'Institut d'études politiques de Toulouse.

A **Lille**, environ 150 personnes selon les organisateurs ont défilé dans le centre-ville, écrivant à la craie sur leur passage «*No gazaran*» ou réclamant «*des bocages, pas des forages*».

«*On n'est pas rassuré par la décision du Conseil constitutionnel. Les permis n'ont pas été retirés et on ne parle pas du tout de remettre en cause l'expérimentation ou l'exploration*», a déploré Pierre Rose, membre du collectif «*Houille ouille ouille*».

Selon lui, dans la région Nord/Pas-de-Calais, deux communes du bassin minier sont encore susceptibles d'être explorées pour leur gaz de couche (issus des veines de charbon), près d'Avion et Divion (Pas-de-Calais), avec «*un risque d'effondrement du sol*».

A **Paris**, une péniche ornée de banderoles où l'on pouvait lire notamment «Stop Schistes» a navigué sur la Seine entre la Tour Eiffel et le Pont de Tolbiac.

Pour le collectif Non gaz de schiste Ouest Aveyron

Jacques Ambroise